DUNCAN MCGLYNN / AFP

Pêche : après le Brexit, avis de tempête dans l'Atlantique nord

Par Eric Albert

Publié aujourd'hui à 01h07

Réservé à nos abonnés

Sélections Partage

ENQUÊTE | **Le divorce avec l'Union européenne a engendré une situation inextricable dans la zone la plus poissonneuse et convoitée du monde. Partisans de la sortie de l'UE, les pêcheurs britanniques se sentent floués, et la bataille pour l'accès aux eaux de Norvège ou des îles Féroé fait planer le risque de la surpêche.**

Le 6 septembre 2019, un peu plus d'un mois après être devenu premier ministre, Boris Johnson avait visité le grand marché aux poissons de Peterhead, le premier port de pêche du Royaume-Uni, dans le nord de l'Ecosse. Il avait été accueilli à bras ouverts par des pêcheurs et des marchands de poissons convaincus par le Brexit. *« Mais s'il revient aujourd'hui, il faudra qu'il se promène en voiture blindée »*, maugrée Will Clark, grossiste.

Deux ans après cette visite, et dix mois après l'entrée en vigueur effective du Brexit (le 1er janvier), l'amertume domine à Peterhead. Il est bientôt 8 heures du matin, le froid de la glace pour conserver les poissons engourdit les mains et les enchères sont presque finies dans le grand hangar qui reçoit la marchandise débarquée la veille. Will Clark, un colosse qui avait parlé quelques minutes à Boris Johnson lors de sa visite, a passé ses commandes du jour de cabillauds et de haddocks, qui iront alimenter les poissonniers britanniques. Lui qui a voté pour le Brexit – comme 92 % des pêcheurs – s'estime trahi. *« On nous a vendu un rêve »*, résume-t-il. Celui de reprendre le contrôle des eaux britanniques, et, plus généralement, de retrouver la vie d'antan, quand Peterhead comptait plusieurs centaines de bateaux, contre quelques dizaines aujourd'hui.

« Pas les bons quotas »

Sur le *Budding-Rose*, son embarcation de 24 mètres, Peter Bruce revient de six jours en mer. Le temps de débarquer la marchandise et de passer quelques heures chez lui, il repartira avec son équipage de cinq personnes le soir même. La météo est bonne, il ne faut pas perdre de temps. Le capitaine accuse l'Union européenne (UE) d'avoir décimé la pêche britannique. Mais le Brexit ? *« Quelle déception ! »* Aujourd'hui, il n'est pas certain qu'il voterait de nouveau pour la sortie de l'Union européenne. En 2019, avant la pandémie de Covid-19, il faisait 1,5 million de livres (1,8 million d'euros) de chiffre d'affaires. *« Cette année, j'aurai de la chance si j'arrive à 1 million. »*

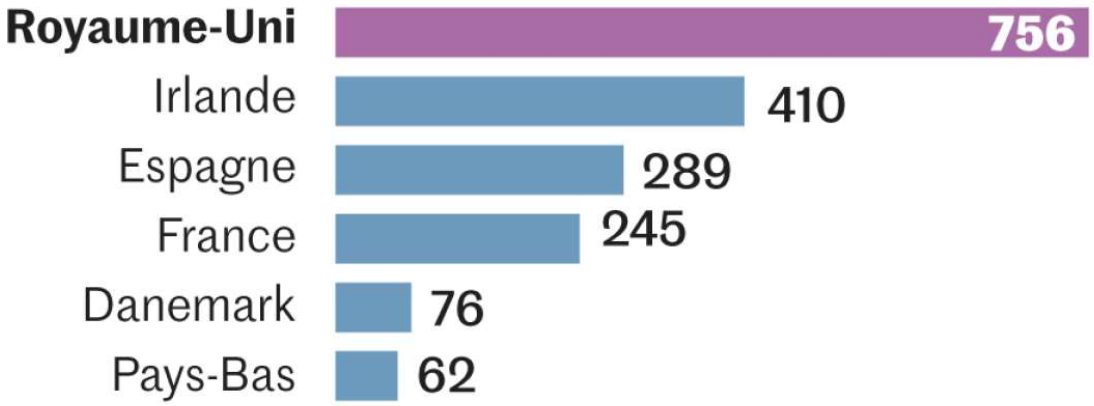
Sur le papier, les pêcheurs britanniques auraient de quoi être contents. Eux qui se sont retrouvés au cœur des négociations du Brexit ont récupéré une partie des quotas européens : 25 % de ce que les bateaux de l'UE pêchaient dans les eaux britanniques vont progressivement revenir aux Britanniques d'ici à 2026 (15 % dès cette année). Soit un chiffre d'affaires de 148 millions de livres

(173 millions d'euros) transféré de l'UE vers le Royaume-Uni. *« Mais ce ne sont pas les bons quotas »*, soupire Peter Bruce, fils et petit-fils de pêcheur.

L'importance stratégique des eaux britanniques

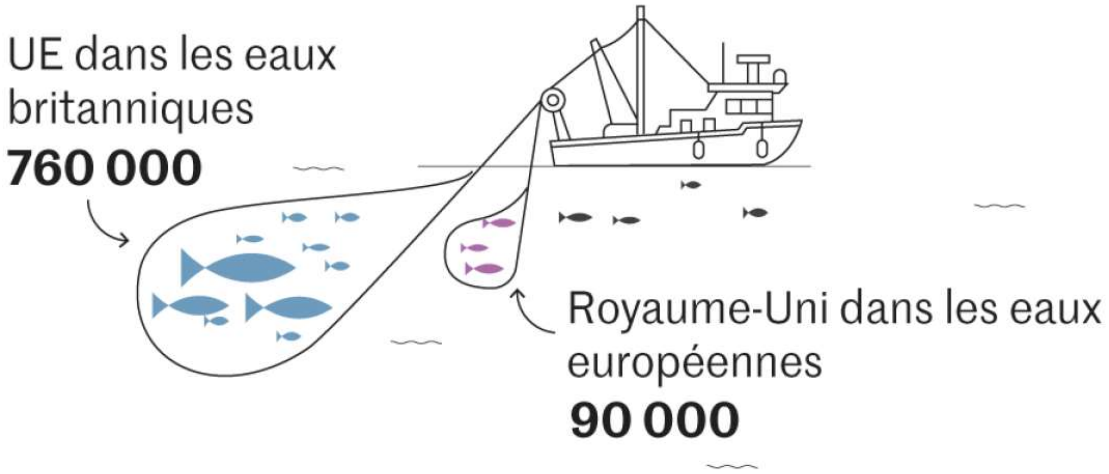
Surface* des zones économiques exclusives (ZEE),

en milliers de km²

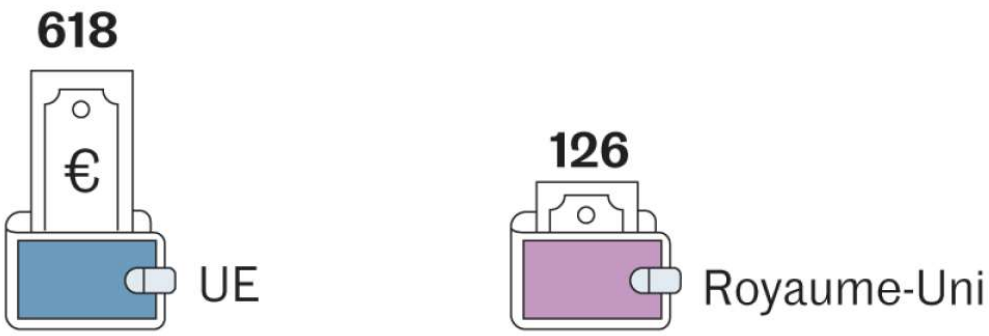


* Façade atlantique, Manche et mer du Nord, France métropolitaine

Volume de poissons pêchés par le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) dans les eaux de l'autre partie, en tonnes, pour la période 2012-2016



Revenus générés par la pêche dans les eaux de l'autre partie, en millions d'euros



Infographie : *Le Monde*

Infographie Le Monde

Pour comprendre, il faut se pencher sur la réalité de la pêche britannique. Sur les 5 900 bateaux du pays, la grande majorité est consacrée à la pêche de poissons à chair blanche, dite « démersale » (cabillaud, haddock, lotte…), des espèces qui nagent près des fonds marins. Il s'agit de bateaux similaires au *Budding-Rose* : une grosse vingtaine de mètres, des équipages d'une demi-douzaine de personnes qui partent pour des virées en mer d'une semaine en moyenne.

L'autre partie, dite « pélagique » (maquereaux, harengs…), concerne des poissons qui nagent dans la colonne d'eau à mi-hauteur entre le fond et la surface. Seules quelques dizaines de bateaux y sont consacrées. Mais pas n'importe lesquels : il s'agit de monstres qui peuvent faire jusqu'à une centaine de mètres de long. Dans le port de Peterhead mouille, par exemple, le *Lunar-Bow* : 80 mètres de long, des dizaines de membres d'équipage, des virées qui peuvent durer deux mois…

Entre ces deux pêches, le pélagique est le grand vainqueur du Brexit. Les maquereaux reçoivent l'équivalent de 40 millions de livres (47 millions d'euros) de quotas supplémentaires, et les harengs, 8 millions de livres (9,2 millions d'euros). La pêche démersale, en revanche, ne gagne pas grand-chose.

Lourde paperasserie

L'exemple qui fait s'étrangler Barrie Deas, le directeur de la Fédération nationale des organisations de pêcheurs (NFFO), concerne la fameuse morue (cabillaud) de l'est de la Manche, brandie comme exemple pendant la campagne du Brexit : *« 84 % des quotas reviennent aux Français et 9 % aux Britanniques, et cette*

répartition ne change absolument pas avec le Brexit. Comment est-ce que cela peut être considéré comme juste ? »

Sur les autres poissons démersaux, les Britanniques ont des gains très limités : 1 % de quotas en plus pour les haddocks de la mer celtique, 0,8 % pour la sole de la Manche, 0,91 % pour le carrelet… *« C'est très loin de la position de départ des négociations britanniques, qui était de rapatrier 80 % des quotas européens,*

souligne Suzannah Walmsley, autrice d'un rapport sur le sujet pour le cabinet de consultants ABPmer. *En face, les Européens ont commencé les pourparlers en proposant de donner 13 % de quotas. Finalement, à 25 %, on termine plus proche des positions européennes. »*

Infographie Le Monde

A Peterhead, Bill McKenzie, le patron de Don Fishing, une entreprise qui cogère une quinzaine de bateaux, résume d'un ton fataliste : *« La vérité est qu'on est une toute petite industrie, pas si importante que ça pour le gouvernement. »* Il ne reste, au Royaume-Uni, qu'environ 12 000 pêcheurs, soit 0,04 % de la population active.

Au-delà de ces négociations décevantes, le Brexit a apporté de nombreuses autres difficultés imprévues. La première d'entre elles concerne le commerce. Les goûts des populations font que les Britanniques ne mangent pas ce qu'ils pêchent : 80 % de ce qu'ils attrapent sont exportés. Or, depuis le 1er janvier, les contrôles à la frontière nécessitent de réaliser des certificats sanitaires et une lourde paperasserie. Après deux premiers mois chaotiques, le commerce vers l'UE a repris, mais il est aujourd'hui plus cher et effrite la rentabilité des exportateurs.

Mécanisme lent et cher

Deuxième grand problème causé par le Brexit : les échanges de quotas, qui s'effectuent d'habitude en permanence en cours d'année entre les pays, sont presque gelés. Jusqu'au Brexit, les pêcheurs se *« louaient »* des quotas les uns aux autres en fonction de leurs prises : si l'un d'entre eux s'approchait de son plafond d'une certaine espèce, il pouvait en acheter à un autre pays qui était au-dessous de sa limite. Cela permettait de s'adapter à la situation en fonction de la pêche de l'année.

Lire aussi :

Les entreprises commencent à se réorganiser hors du Royaume-Uni

Mais, après la sortie de l'UE, aucun mécanisme n'existait pour remplacer ces échanges. Il a fallu en inventer un nouveau. Pendant l'été, les premiers échanges ont finalement eu lieu, mais les pêcheurs se plaignent : le mécanisme est, pour l'instant, lent et cher.

L'impact est parfois très lourd, explique Mike Part, de l'Association de producteurs écossais de poisson à chair blanche (Scottish White Fish Producers Association, SWFPA). Dans son bureau du bord de mer à Fraserburgh, autre grand port écossais, il épluche les documents et les partages de quotas. *« Prenez le cabillaud. Officiellement, notre quota passe de 47 % à 52 % après le Brexit. Mais, normalement, grâce aux échanges, on capturait en fait 70 % à 80 % de ces quotas. Sans eux, les pêcheurs en attraperont bien moins cette année. »*

Le Brexit a aussi provoqué une déflagration dans tout l'Atlantique nord-est, qui compte parmi les eaux les plus poissonneuses au monde. Si les relations entre

l'UE et le Royaume-Uni sont à peu près résolues, les discussions avec les autres pays côtiers sont soudain remises sur la table. Après quelques mois de négociations infructueuses, le coup de tonnerre a retenti au début du printemps : la Norvège et les îles Féroé, un archipel danois autonome en matière de pêche, ont refusé de donner accès à leurs eaux aux bateaux britanniques.

Infographie Le Monde

Jane Sandwell ne décolère pas. Elle dirige UK Fisheries, une entreprise installée à Hull, sur la côte est de l'Angleterre, qui possède deux bateaux, dont le *Kirkella*, un énorme navire de 81 mètres de long spécialisé… dans la pêche au cabillaud en Norvège. A lui seul, il fournit habituellement près de 10 % des *fish and chips* consommés chaque jour au Royaume-Uni. *« Mais on ne peut plus aller dans les eaux norvégiennes et mon chiffre d'affaires a baissé de 60 % cette année »*, explique M^{me} Sandell. Les Norvégiens se rendaient aussi dans les eaux britanniques, bien sûr, mais, d'après les calculs de la NFFO, ils y perdent beaucoup moins que les pêcheurs du Royaume-Uni : au total, le manque à gagner britannique serait de 26 millions de livres (30 millions d'euros).

En comptant tous les effets du Brexit (transferts de quotas, difficultés aux frontières, échanges de quotas bloqués, accord perdu avec la Norvège…), la NFFO

estime que la filière pêche britannique va perdre 64 millions de livres (75 millions d'euros) par an. Non seulement l'accord est décevant, mais il est même négatif.

Discussions compliquées

Cette bataille pour l'accès à l'Atlantique nord-est inquiète beaucoup les

défenseurs de l'environnement. Alors que les stocks de poissons étaient enfin stables depuis une bonne dizaine d'années, ils attisent à nouveau la convoitise de tous. *« C'est un bazar sans nom et ça risque d'endommager les stocks »*, estime Melissa Moore, de l'association Oceana, qui milite pour la protection des mers.

Lire aussi

Brexit : les poissons « seront les grands perdants » s'il n'y a pas d'accord entre Londres et Bruxelles

Faute d'accès aux eaux britanniques, la Norvège et les îles Féroé ont unilatéralement décidé d'augmenter leurs quotas de poissons pélagiques. La Norvège s'est octroyé 298 000 tonnes pour 2021, en hausse de 106 000 tonnes par rapport à 2020. Cela lui a valu la condamnation de l'UE, des pêcheurs écossais et de tous les groupes de défense de l'environnement.

La bataille est d'autant plus compliquée que le partage de la mer est un véritable casse-tête géopolitique. Le Royaume-Uni doit négocier le partage de la pêche avec l'UE, bien sûr, mais aussi avec la Norvège et les îles Féroé. Il existe aussi des discussions tripartites entre l'UE, le Royaume-Uni et la Norvège concernant d'autres espèces de poissons, sans parler des accords passés entre les Etats côtiers, qui comprennent, en plus des trois pays précédents, la Russie et l'Islande…

Si les discussions sont si compliquées, c'est en raison de la variété de l'écosystème. Certaines espèces, comme les maquereaux, migrent sur des milliers de kilomètres et sont pêchées par de nombreux pays. D'autres ne sont présentes que sur une zone entre deux pays. *« Les négociations sont comme un jeu d'échecs en trois dimensions »*, explique Mike Park, du SWFPA. En 2019, avant

la pandémie, ce négociateur a passé 190 nuits à l'hôtel et pris 260 avions pour défendre la cause des pêcheurs écossais lors des nombreux pourparlers.

Lire aussi

Entre les pêcheurs de Jersey et du Cotentin, l'encombrant voisinage du Brexit

L'équilibre a toujours été fragile. En 2010, l'Islande et les îles Féroé ont décidé unilatéralement d'augmenter leurs quotas de maquereaux, avant qu'un accord soit finalement trouvé en 2014. Mais le Brexit vient bousculer le jeu. Le Royaume-Uni, qui négociait jusqu'à présent par l'intermédiaire de l'UE, devient un acteur à part entière. Et pas des moindres : avant le Brexit, le tiers des poissons attrapés par les pêcheurs européens dans l'Atlantique nord venait des eaux britanniques. *« Il va falloir du temps pour retrouver un équilibre,* estime Javier Lopez, de l'association Oceana. *Beaucoup de pêcheurs n'aimaient pas le système qui était en place jusqu'à présent, mais les règles en étaient connues. »*

Envie d'en savoir plus sur le droit des mers ? Test gratuit

A Peterhead, dans son van pick-up, qu'il conduit à toute allure par une splendide journée de fin d'été, Jimmy Buchan fait la grimace. Cet ancien pêcheur doit livrer ses produits avant midi dans un petit restaurant du coin et il franchit allègrement les lignes blanches pour arriver à l'heure. Le président de l'Association des produits de la mer écossais, qui a tant milité pour le Brexit, s'inquiète sérieusement des conséquences de cette bataille. *« En ce moment, on est dans une foire d'empoigne. Le risque, qu'on va tous payer s'il se concrétise, c'est la surpêche. »* Il conclut, comme à regret : *« On a appris, dans cette affaire, qu'on ne peut pas divorcer amicalement. »*

L'Irlande, grande perdante des nouveaux quotas de pêche

A Peterhead, le premier port de pêche britannique, une analyse fait le tour des pêcheurs depuis le Brexit : *« Dans cette affaire, les Français et les Espagnols s'en sortent très bien, tandis que les grands perdants sont les Irlandais. »*

Un rapport du partage des quotas après le Brexit rédigé par le gouvernement irlandais le confirme : d'ici à 2026, l'Irlande va perdre 15 % des quotas de pêche qu'elle possédait auparavant, ce qui en fait le pays le plus touché, à

égalité avec l'Allemagne, mais sur des volumes bien plus importants. L'Espagne (4 % de quotas perdus), le Danemark (7 %) et la France (8 %) sont les moins touchés. Les Pays-Bas perdent 10 %.

Bien sûr, l'impact pour les pêcheurs français est loin d'être neutre, parce que le secteur y est l'un des plus importants d'Europe : la perte française correspond à 52 millions d'euros de chiffres d'affaires. Une somme proche de celle des pertes de l'Irlande (43 millions d'euros perdus), alors que le secteur de la pêche y est trois fois plus petit.

Cette répartition inéquitable entre les pays européens vient de la façon dont le Brexit a été négocié. L'Union européenne a principalement laissé filer des quotas de pêche pélagique (harengs, maquereaux…), secteur où l'Irlande est très présente et la France quasiment absente. *« Ça donne une bonne indication de l'influence de la*

France dans les négociations », estime Jimmy Buchan, le directeur de l'Association écossaise des produits de la mer.

Pour tenter de limiter la casse sociale, le gouvernement irlandais a mis sur pied un groupe de travail. Son rapport intérimaire, publié en juin, propose que les 220 bateaux les plus touchés restent au port un mois par an et soient indemnisés pendant cette période, au moins jusqu'en 2023. L'argent pourrait venir du fonds de compensation du Brexit mis en place par la commission. Le groupe de travail irlandais demande aussi que l'Irlande obtienne de meilleurs quotas dans les eaux de la Norvège et des îles Féroé, ainsi qu'auprès des autres pays européens.

Eric Albert

Peterhead et Fraserburgh (Ecosse), envoyé spécial